

LA PLUS FORTE VENTE DE LA RÉGION
LILLE. 100, Rue de Paris
PARIS. 48, Bd. Haussmann

L'Égalité

de Roubaix - Douvring

BUREAUX : Téléphone 351-17
46, rue de la Gare, 45
TOURCOING : Téléphone 9-85
3, rue Fidèle Laboey

DIRECTRICE : M^{me} Eug. GUILLAUME.

Le voyage retardé

La France s'était faite belle pour recevoir en grande dame et en amie les Souverains de l'Empire Britannique. La fatalité a voulu qu'un deuil cruel vienne frapper la famille royale d'Angleterre à la veille même du jour où le Roi George VI et la gracieuse Reine Elisabeth devaient s'embarquer pour venir rendre visite à notre pays.

Ce fut dans tous les cœurs des Français qui pensent que la paix européenne, sinon la paix du monde, repose sur une entente étroite entre les deux grandes nations occidentales, un moment de stupeur attristée.

Viendront-ils ? Ne viendront-ils pas ? ou viendra-t-il sans Elle ?

Et le Président de la République, d'accord avec le Gouvernement français, a suggéré la solution à laquelle se sont ralliés immédiatement le Gouvernement et les Souverains d'outre-Manche : le voyage de leurs Majestés Britanniques n'est que reculé de 3 semaines.

Il faut nous en réjouir, car la visite de George VI et de la Reine Elisabeth marque un instant important dans l'histoire. Ce n'est pas, en effet, un pur acte de courtoisie internationale mais une affirmation solennelle que les liens qui unissent la Grande-Bretagne à la France sont, désormais, indissolubles et intransposables.

On a écrit ici même, il y a quelques jours, que l'influence de la famille royale d'Angleterre sur les rapports entre nos deux pays avait été et était demeurée beaucoup plus grande que le commun des mortels ne se le figure.

Nous savons, aujourd'hui, que si l'Empire Britannique a voulu montrer au monde qu'il était uni à la France par des liens puissants, c'est parce que ses dirigeants se sont aperçus qu'il n'y avait qu'un seul moyen de garantir la paix, c'était d'unir les destinées de nos deux nations.

C'est une affirmation solennelle, non plus d'entente cordiale, non plus seulement d'amitié, mais d'alliance au sens réel du terme que la visite en France du Roi et de la Reine d'Angleterre doit proclamer à la face du monde.

Deux grandes nations unies par des intérêts communs, par des aspirations égales, par un même amour de la liberté et du droit, veulent montrer ainsi qu'elles ne peuvent pas permettre aux fauteurs de troubles internationaux d'agir à leur convenance et de détruire cette paix qui a été si chèrement acquise et si durement gagnée sur les champs de bataille de l'Escaut, de l'Artois, de la Marne, de la Meuse et de l'Alsace, au cours de la grande guerre de 1914-1918.

Deux grandes nations qui ont des empires coloniaux à défendre, pour qui la liberté des mers est une nécessité première, deux grandes nations se sont enfin retrouvées et unissent leurs volontés, leurs énergies et leurs forces morales et matérielles, pour conserver leur droit à l'existence et maintenir la paix.

C'est tout cela que signifie la visite prochaine des Souverains Britanniques en France. C'est tout cela qu'il faut accueillir comme il convient les messages de la grande nation voisine qui, malgré les luttes d'autrefois, malgré les dissensions de naguère, est aujourd'hui auprès de nous pour sauvegarder le droit à la vie des peuples libres et la civilisation occidentale.

Frédéric LAGRANGE.

M. HESSE, ANCIEN MINISTRE, EST REINTEGRÉ DANS LE PARTI RADICAL-SOCIALISTE

La Rochelle, 25. — Le comité exécutif du parti radical-socialiste vient de décider à l'unanimité la réintégration dans le parti de M. André Hesse, ancien député de La Rochelle et ancien ministre.

VIVE INDIGNATION EN ESPAGNE A LA SUITE DES MASSACRES DE L'AVIATION FRANQUISTE

LE GOUVERNEMENT DE BARCELONE menace de représailles les pays étrangers responsables en partie de ces bombardements

Cependant Paris et Londres ont fait d'énergiques représentations afin d'éviter l'application de telles mesures

AU SUD DE TÉRUEL, SUR UN FRONT DE 25 KILOMÈTRES OU 100.000 HOMMES S'AFFRONTENT, LES RÉPUBLICAINS RÉSISTENT FAROUCHEMENT.



Un aspect de la Ville de Bielsa, après sa prise par les troupes insurgées.

Paris, 25. — Des renseignements recueillis à bonne source confirment que le Gouvernement républicain espagnol a fait savoir aux cabinets français et britanniques que si le bombardement aérien des villes ouvertes entraînant le massacre de femmes et d'enfants ne cessait pas, il serait probablement amené à user de représailles, non seulement contre les agglomérations de la zone nationaliste, mais encore contre les villes des pays étrangers auxquels il attribue une part, tout au moins, de la responsabilité de ces bombardements.

En ce qui le concerne, le Gouvernement français a donné immédiatement au Gouvernement de Barcelone des conseils de prudence exprimés sous la forme la plus énergique. De telles représailles risqueraient d'entraîner une riposte massive qui ajouterait encore aux difficultés de la République espagnole en même qu'elle aurait des répercussions dangereuses sur la situation internationale.

Il y a tout lieu de croire que des représentations semblables ont été faites par le Gouvernement britannique aux dirigeants espagnols.

« LA RÉACTION DE L'ITALIE ET DE L'ALLEMAGNE SERAIT IMPLACABLE » déclare le « Giornale d'Italia »

Rome, 25. — Le « Giornale d'Italia » qui annonce sous une forme sensationnelle l'intention attribuée au Gouvernement de Barcelone de se livrer à des représailles contre les ports et les navires des pays amis du général Franco si l'aviation nationaliste ne met pas fin à ses incursions, proclame qu'une telle éventualité si elle se produisait, provoquerait de la part de l'Italie et de l'Allemagne, une réaction militaire « immédiate et implacable ».

Le journal fulmine contre les « subversifs de Barcelone » qu'il accuse de vouloir sciemment pousser l'Europe au bord de l'abîme en application d'un plan, dit-il, élaboré à Moscou depuis 1935.

« Cette nouvelle folie », ajoute le « Giornale d'Italia », voudrait préparer à l'Europe la plus tragique et la plus sanglante des aventures.

(SUITE DE LA DEUXIÈME PAGE)

UN DISCOURS RADIODIFFUSÉ DE M. ROOSEVELT

« DEPUIS 1932 le revenu national n'a cessé d'augmenter »

a déclaré le Président des États-Unis, qui après s'être élevé contre la campagne défaitiste menée contre son administration, a souligné les fautes commises par les hommes d'affaires et les travailleurs syndicalistes

Washington, 25. — Le président Roosevelt a prononcé ce soir un discours radiodiffusé dans lequel il a passé en revue les résultats obtenus par le congrès et justifié sa politique par un parallèle entre la situation économique actuelle et celle qu'il trouva en accédant au pouvoir.

Après avoir énuméré les lois les plus importantes votées par ce 75e congrès, mais noté au passage que son projet de reorganisation administrative n'avait pas été voté, que le Parlement n'a rien fait pour les compagnies de chemins de fer, qu'il s'est refusé à voter le projet de réforme de la Cour suprême.

M. Roosevelt a rendu hommage aux parlementaires pour le travail qu'ils viennent d'accomplir, puis après avoir dit un mot de la campagne défaitiste menée contre son administration, il est venu à la situation économique.

Le revenu national a augmenté

« En 1932, dit-il, le montant total du revenu national atteignait 38 milliards de dollars. Dans les années suivantes, ce revenu n'a cessé d'augmenter et a atteint 70 milliards en 1937. Et ce, malgré la baisse des prix au cours des quatre premiers mois de cette année. Nous espérons qu'en 1938 il ne tombera pas au-dessous de 60 milliards ».

« Nous rappelons aussi que les banques, les maisons d'affaires et les biens des fermiers ne s'effondrèrent pas comme en 1932 et 1937. »

Les erreurs commises

Le président exprime l'opinion que les chefs du gouvernement et du mouvement syndicaliste, ainsi que les chefs d'entreprises privées ont commis, au cours de la dernière session du congrès, certaines erreurs de jugement.

Il critique les hommes d'affaires pour avoir accumulé des stocks et poussé la production à outrance ; les travailleurs syndicalistes pour leurs méthodes qui effrayent de nombreuses personnes bien pensantes et, enfin, le gouvernement lui-même, pour le trop grand optimisme qu'il avait montré à l'égard de la coopération du capital et du travail.

Le président termina son discours en déclarant qu'en tant que chef du parti démocrate, il soutiendrait aux prochaines élections certaines candidatures démocrates afin que l'opinion publique puisse reconnaître ceux qui sont de vrais libéraux, conformément à l'exposé fait en 1936, des principes du parti démocrate.

ATTENTION !

C'est aujourd'hui que paraît en 2^e page le premier feuillet de notre beau roman d'amour.

« Fille de Lord »

par Ch. VAYRE et R. FLORIGNI

Nous recommandons tout spécialement la lecture de cette œuvre passionnante.

LE PROBLÈME NATIONALITAIRE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

La « Collecte de la Liberté » a déjà produit 132 millions de couronnes

Prague, 25. — A propos des entretiens d'hier après-midi entre le président du Conseil, le ministre des Affaires étrangères et les partis de la coalition, la « Zeit », journal officiel du parti de M. Henlein, écrit : « Le but de la conversation a été, en premier lieu, de décider les partis de gauche à condamner leur tactique qui avait pour but de faire supporter au parti républicain agraire l'impopularité de la politique nationalitaire ».

Hodza cherche à rendre toute la coalition solidaire de sa politique. On ne peut encore établir dans quelle mesure il y a réussi ».

« Les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère de parfaite cordialité », écrit le journal indépendant allemand « Bohemia ». D'après ce que l'on sait, les chefs des partis de la coalition auraient approuvé les exposés des deux ministres, montrant la nécessité de résoudre complètement le problème nationalitaire ».

Le succès de la « Collecte de la Liberté »

Prague, 25. — La « Collecte de la Liberté » a donné déjà 132 millions de couronnes : la seule journée de jeudi a produit 29 millions. Dans sa dernière séance, le Conseil municipal de Prague a voté 25 millions de couronnes pour la collecte.

M. MARC RUCART EST PARTI POUR LA HOLLANDE

Paris, 25. — M. Marc Rucart, ministre de la Santé Publique, a quitté ce matin le Bourget pour se rendre en avion à Amsterdam. Il visitera en Hollande des groupes d'habitants et des cités-jardins, ainsi que des constructions spéciales édifiées pour la réduction de certains habitants de laud.

Pour agression nocturne deux habitants de Boeschèpe ont comparu devant le Jury du Nord

JULIEN BAILLEUL A ÉTÉ CONDAMNÉ A QUATRE ANS DE PRISON ET SON COMPLICE RENÉ DORMIEU A ÉTÉ ACQUITTÉ



L'attitude caractéristique des deux accusés ; à gauche : Julien BAILLEUL et son complice René DORMIEU.

Le jury du Nord a eu à jugé hier une affaire d'agression nocturne à Boeschèpe.

Les deux inculpés comparaissent, hier, aux Assises. Pour les dépeindre, mieux vaut se rapporter aux motifs des décisions que prirent, à leur égard, deux conseils de réforme qui les jugèrent inaptes au service militaire, peu après qu'ils eurent endossé la tenue bleu horizon.

Julien Bailleul, 25 ans, fut dispensé de porter l'uniforme à cause de son état mélancolique, apathique, asthénique. Il manifestait, au régime, de la tristesse, de la réticence et des intentions de suicide.

Son acolyte, René Dormieu, 21 ans, fut réformé pour surdité, vertige, crise nerveuse.

La difficile manière d'interroger un sourd

Que Dormieux est sourd, on s'en aperçoit dès le début de l'audience. Son défaut d'audition est tel que le président Richart, qui dirige ces débats, doute beaucoup de sa sincérité.

(LIRE LA SUITE EN QUATRIÈME PAGE)



Un fait unique en Cour d'Assises : l'examen d'un accusé par un expert au cours des débats. Notre photo représente cette scène. A gauche, M. le Professeur PIQUET, faisant subir différentes épreuves à René DORMIEU ; à droite, le défenseur de ce dernier, M. BUFQUIN.

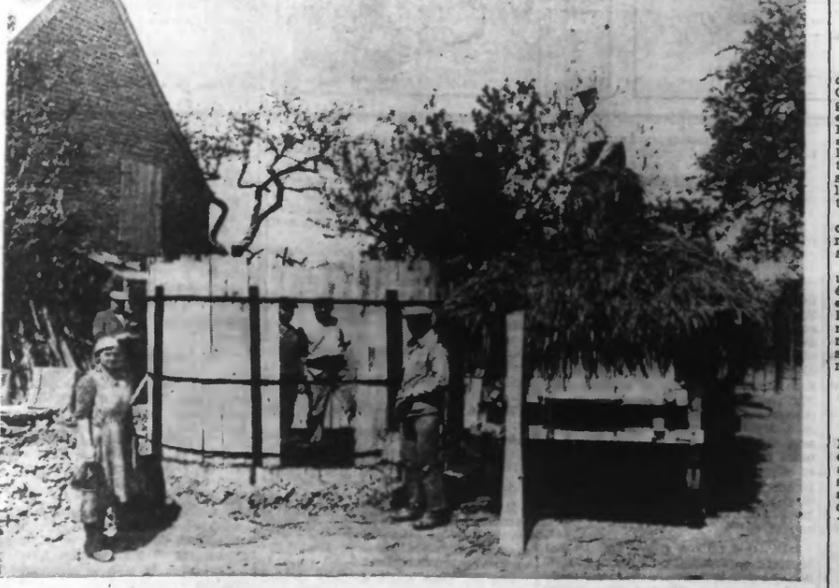
LA PARTICIPATION LILLOISE AU X^{ME} SLET DES SOKOLS TCHÉCOSLOVAQUES

LES PTITS QUINQUINS, TOUT COMME LES TCHÈQUES ÉLEVÉS DANS LES FOYERS MAZARYK S'AFFIRMENT DE BEAUX & VIGOUREUX ATHLÈTES



La Section Féminine de la Société Municipale de Gymnastique et d'Éducation Physique de la Ville de Lille, dont le président est M. Maurice PLANQUE et le directeur M. VANDENHENDE, photographiée à l'intérieur du stade aménagé pour elle près de l'Hôtel de Ville.

L'ensilage des fourrages verts



La mise en silo des foins fraîchement coupés, méthode employée depuis quelques années en Belgique, au Danemark et en Suède, a fait son apparition dans le Nord de la France. Voici l'ensilage d'une voltière de fourrages verts dans un silo et sa hausse.

LIRE, EN SIXIÈME PAGE : LE « RÉVEIL AGRICOLE »

LIRE NOTRE ARTICLE EN CINQUIÈME PAGE